

Veille documentaire

Nouveautés

À propos de l'OIRS

L'équipe de l'OIRS

Liens utiles

Recherche documentaire par thème

Bulletin de veille

Bulletin de veille - Mai 2012

+ Taille du texte

Favoris

Imprimer

Recherche documentaire par thème

Fiche

Race, Inequality and Educational Accountability: The Irony of « No Child Left Behind »

Numéro de fiche :

CS-APE-41

Reference bibliographique :

Darling-Hammond, L. (2007). Race, Inequality and Educational Accountability: The Irony of « No Child Left Behind ». *Race Ethnicity and education*, 10(3), 245-260.

Résumé :

L'objectif principal de la politique éducative américaine *No Child Left Behind* (NCLB) est d'améliorer la réussite scolaire de tous les élèves et de réduire les écarts de réussite entre les élèves de différentes ethnies et classes sociales. Dans le but d'atteindre cet objectif, elle incite les écoles à porter leur attention sur l'amélioration des résultats obtenus par les élèves aux examens de l'État, elle offre aux parents la possibilité de choisir l'école de leur enfant et elle met l'accent sur une meilleure qualification des enseignants.

Bien que louable à première vue, cette politique semble avoir entraîné plusieurs effets négatifs, particulièrement pour les élèves qu'elle était justement censée aider. Elle a d'ailleurs soulevé plusieurs protestations de la part d'états et de circonscriptions scolaires.

Ce qui est demeuré inchangé

Le problème de taille que la politique NCLB n'a pas permis de régler concerne les disparités dans l'allocation des ressources financières aux écoles, causées entre autres par la forte décentralisation du système de taxes scolaires aux États-Unis. En effet, jusqu'à dix fois plus d'argent peut être dépensé dans les écoles les plus favorisées, comparativement aux écoles les plus pauvres. Par exemple, les statistiques révèlent que dans les écoles qui desservent en majorité des élèves issus de milieux défavorisés et des élèves de minorités ethniques, la taille des classes est souvent plus grande, les enseignants sont donc proportionnellement moins nombreux, les élèves ont moins accès à des activités parascolaires et le matériel scolaire est insuffisant.

Ces disparités contribuent en grande partie à creuser l'écart de réussite entre les élèves favorisés et les élèves défavorisés. Alors que la politique NCLB met l'accent sur la performance des écoles comme indicateur de leur qualité, elle semble ignorer la question des ressources nécessaires à l'atteinte de cette qualité.

Conséquences pour les élèves

Dans le cadre de la politique NCLB, les écoles doivent rencontrer des objectifs de réussite chaque année (*Adequate Yearly Progress* (AYP)). Celles qui ne réussissent pas à les atteindre sont dans l'obligation d'améliorer leur performance et sont déclarées en échec si elles n'y arrivent pas. Des actions pouvant aller de la restructuration jusqu'à la fermeture de l'école sont alors entreprises.

Mais les cibles fixées semblent ignorer la réalité. En effet, les efforts que doivent fournir les écoles les moins performantes pour atteindre les seuils de réussite fixés sont énormes et, de surcroît, on semble ignorer le fait que ce sont elles qui desservent les élèves dans le besoin et qui sont les moins financées.

Les conséquences sont graves pour les écoles qui sont étiquetées en échec. D'abord, il est plus difficile pour elles d'attirer des enseignants qualifiés, ceux-ci préférant travailler dans des écoles où les taux de réussite sont meilleurs et où ils disposeront de plus de ressources, incluant de meilleurs salaires, plusieurs états ne possédant pas de syndicats d'enseignants et les salaires étant négociés individuellement. De plus, les écoles qui ne rencontrent pas les normes de l'AYP reçoivent des sanctions qui se traduisent en général par des restrictions financières, ce qui a nécessairement des conséquences sur les services offerts aux élèves.

Tel qu'énoncé plus haut, la politique NCLB offre également la possibilité aux parents de choisir l'école de leur enfant. Si leur enfant fréquente une école dite en échec, l'idée de demander qu'il soit transféré dans une école plus performante

devient attrayante. Dans les faits, cette possibilité n'est pas donnée à tous. Par exemple, dans le cas des régions rurales, il n'y a pas d'autres écoles à proximité, ou dans le cas des quartiers défavorisés, les écoles des alentours sont bien souvent elles aussi déclarées en échec. En outre, la plupart du temps, les écoles plus performantes n'ont pas la place nécessaire pour accueillir d'autres élèves et n'ont pas davantage à accueillir des élèves en difficulté qui viendraient nuire à leur performance annuelle.

Cette situation a aussi eu pour conséquence l'adoption de pratiques qui pénalisent les élèves. Par exemple, on a assisté à un appauvrissement des programmes scolaires, les écoles se contentant plutôt de préparer leurs élèves aux tests d'évaluation. On a également remarqué que les écoles ont tendance à faire redoubler les élèves qui éprouvent des difficultés mais qui auraient pu passer au degré scolaire suivant, ou encore à diriger les élèves qui réussissent moins bien vers l'éducation spécialisée où leurs résultats ne seront pas pris en compte dans l'évaluation annuelle. Pire encore, certaines ont tendance à exclure les élèves en difficulté lors de l'admission. L'accès à l'éducation pour les élèves plus vulnérables semble donc réduit, ce qui va tout à fait à l'encontre du but poursuivi par la politique NCLB.

Ainsi, au lieu d'augmenter les opportunités d'éducation des élèves de milieux défavorisés ou de minorités ethniques, la politique NCLB semble avoir réduit la qualité des services qui leur sont offerts de même que leur accès à l'éducation.

Quelques pistes de solutions

Certaines solutions peuvent être envisagées pour remédier à cette situation. En plus de s'assurer d'une distribution plus équitable des ressources financières, l'évaluation devrait s'effectuer sur la base de plusieurs mesures afin d'évaluer de manière plus fine les progrès des élèves. Celles-ci devraient permettre d'évaluer les progrès des élèves sur une base individuelle et non seulement sur la base d'un résultat par école. En effet, selon la politique, même si des écoles réussissent à améliorer la réussite de certains groupes d'élèves, ces progrès ne sont pas reconnus si elles n'atteignent pas les cibles fixées pour l'ensemble des élèves de l'école. Par exemple, une école qui aurait réussi à améliorer les résultats de ses élèves de minorités ethniques, mais dont la performance des élèves blancs ne se serait pas améliorée, pourrait ne pas avoir rencontré les exigences. Elle aurait pourtant réussi à réduire l'écart de réussite entre ces deux groupes d'élèves.

Des efforts devraient aussi être dévolus pour assurer une distribution équitable des enseignants expérimentés au sein des écoles et pour s'assurer que ceux-ci bénéficient des ressources nécessaires à l'accomplissement de leur travail. Des efforts devraient être faits pour recruter de nouveaux enseignants, pour améliorer leur préparation et pour s'assurer qu'ils bénéficieront de conditions d'exercice favorables.

Pour conclure, l'auteure souligne que le fait d'adopter une approche punitive à l'égard des écoles ne fait qu'augmenter les risques que les élèves les plus vulnérables soient pénalisés par un système mis en place au départ pour les aider.

Liens :

Cette revue est disponible sous format électronique : <http://www.tandf.co.uk/journals/titles/13613324.asp>"

Mot clés :

No Child Left Behind, Inégalités scolaires, Résultats scolaires, Compétence, Élèves à risque, Échec, Financement, Soutien, Ethnies, Pauvreté, Formation des enseignants, Bulletin18

Pays concernés

États-Unis